

Les chiffres clefs 2000

Budget 2000

27,3 Milliards de francs

Effectifs budgétaires 2000

63 031 Agents

dont 6 721 Magistrats de l'ordre judiciaire

Implantations immobilières 2000

5 105 102 m²

Juridictions de l'ordre judiciaire (y compris TOM et collectivités territoriales)

1 Cour de cassation

35 Cours d'appel

2 Tribunaux supérieurs d'appel

181 Tribunaux de grande instance (dont 37 à compétence commerciale)

5 Tribunaux de première instance (dont 3 à compétence commerciale)

139 Tribunaux pour enfants

116 Tribunaux des affaires de sécurité sociale

473 Tribunaux d'instance

271 Conseils de prud'hommes

6 Tribunaux du travail

191 Tribunaux de commerce

Juridictions de l'ordre administratif

1 Conseil d'Etat

7 Cours administratives d'appel

35 Tribunaux administratifs

Activité des juridictions en 1999

1 920 660 Décisions au fond en matière civile et commerciale

134 522 Affaires réglées par les juridictions administratives

11 315 735 Décisions en matière pénale

dont 10 021 658 amendes forfaitaires majorées

4 586 813 Affaires traitées par les parquets

1 262 907 Affaires poursuivables

dont 852 067 affaires poursuivies ou ayant donné lieu à procédure alternative

Taux de réponse pénale : 67,5%

Condamnations en 1999

1 151 862 Condamnations prononcées

3 610 pour des crimes

441 312 pour des délits

125 614 pour des contraventions de 5e classe

581 326 pour des contraventions des quatre premières classes

Protection judiciaire de la jeunesse

377 établissements du secteur public

1 049 établissements et services du secteur associatif

146 112 jeunes suivis au 1er janvier 1999

Administration pénitentiaire

185 établissements pénitentiaires

48 841 places au 1er juillet 2000

52 122 détenus au 1er juillet 2000

74 851 entrants en prison en 1999

75 831 sortants de prison en 1999

135 020 personnes prises en charge par le milieu ouvert au 1er janvier 2000

Aide juridictionnelle en 1999

704 650 Admissions à l'aide juridictionnelle

422 707 Admissions sur contentieux civils et administratifs

281 943 Admissions sur contentieux pénaux

Sauf mention contraire, les chiffres d'activité sont relatifs à la France métropolitaine et aux départements d'Outre-mer.